

LA CRISE DES COMPÉTENCES AU MEXIQUE

Le Mexique est confronté à une crise majeure de l'enseignement imputable à une croissance rapide de sa population active et à une réorganisation industrielle majeure à une époque de grave pénurie de ressources.

La population mexicaine d'environ 100 millions de personnes augmente de plus de deux pour cent par année. La moitié a moins de vingt ans et près des trois quarts a moins de trente ans. La population active qui dépasse les 31 millions de travailleurs augmente à un rythme plus rapide que celui du reste de la population. Le Mexique s'est fortement urbanisé quand sa population a migré vers les villes pour participer à l'économie industrielle. Le pays atteindra en effet un taux d'urbanisation de 70 pour 100, comparable à celui des États-Unis, d'ici la fin du siècle. Environ le quart de la population totale vit dans la seule ville de Mexico.

Ces tendances démographiques devraient générer un immense besoin d'enseignement général et professionnel même dans des conditions normales. La situation économique du Mexique d'aujourd'hui est cependant loin d'être normale. À la fin des années 1980, le gouvernement mexicain a abandonné les politiques protectionnistes en vigueur depuis des décennies et adopté une série de profondes réformes économiques. Celles-ci créent des politiques relativement nouvelles de libéralisation des échanges, de privatisation et de déréglementation.

Ces réformes ont entraîné une restructuration massive de l'industrie mexicaine alors que les producteurs se sont battus pour moderniser leurs entreprises afin d'être en mesure d'affronter la nouvelle concurrence étrangère. Les petites entreprises familiales qui, de façon traditionnelle, dominaient l'économie, ont disparu par le jeu des fusions et des prises de contrôle. Ce processus de rationalisation a interrompu de nombreuses lignes traditionnelles d'approvisionnement, qui reposaient souvent davantage sur les relations personnelles que sur l'efficacité. Parallèlement, le gouvernement a affecté des ressources à la modernisation de l'infrastructure délabrée du pays afin que le Mexique puisse tirer parti des nouvelles possibilités d'exportation.

L'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) le 1^{er} janvier 1994 et la dévaluation du peso qui a suivi en décembre de cette même année se sont conjuguées pour accélérer ce processus de réorganisation. En 1995 seulement, les exportations mexicaines ont gonflé d'environ un tiers. Il n'y a cependant que les entreprises mexicaines les plus efficaces à être en mesure de respecter les normes de qualité, de constance et de service exigées par les acheteurs étrangers.